

Consultant en intelligence économique

RNCP40647 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	310
Formacode(s)	46342
Code(s) ROME	M1402, M1403, E1103
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	23/05/2025
Date d'échéance	23/05/2028

Certificateur(s)

ECOLE EUROPEENNE D INTELLIGENCE ECONOMIQUE · SIRET : 49203893000011

Partenaires habilités

2 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 2 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
ECOLE EUROPEENNE D INTELLIGENCE ECONOMIQUE	49203893000011	Former et organiser l'évaluation
FORMASUP PARIS ILE-DE-FRANCE	42071817300065	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Dans une économie désormais centrée sur la donnée, l'information est devenue une ressource stratégique, assimilable à une matière première dont la valeur est amplifiée par son exploitation intelligente. Pourtant, cette valeur accrue en fait également une cible privilégiée. Cyberattaques, espionnage industriel, manipulations informationnelles : autant de menaces qui complexifient la tâche des dirigeants, déjà confrontés à une surcharge informationnelle. Le consultant en intelligence économique intervient alors comme un éclaireur et un protecteur, transformant des flux de données bruts en insights stratégiques exploitables, tout en mettant en place des dispositifs robustes pour défendre ce patrimoine immatériel. Sa mission ne se limite pas à sécuriser l'information : elle consiste à maximiser son impact stratégique. En croisant des approches pluridimensionnelles – économiques, technologiques, concurrentielles et réglementaires – il guide les entreprises dans l'identification des opportunités et la gestion proactive des risques. Cet exercice nécessite une maîtrise des outils d'intelligence artificielle, des méthodes d'enquête avancées et une compréhension fine des écosystèmes globaux, permettant de créer une vision intégrée et prospective.

ACTIVITÉS VISÉES

Le consultant en intelligence économique orchestre les processus complexes de collecte, d'analyse, d'exploitation et de sécurisation de l'information stratégique. Véritable spécialiste de la gestion et du management de l'information, son champ d'intervention s'étend sur plusieurs activités allant de la recherche d'informations en sources ouvertes, à la mise en place d'outils de veille sophistiqués ROSO (Renseignement d'Origine Source Ouverte) pour cartographier des écosystèmes sectoriels, des marchés, évaluer des partenaires dans le cadre d'opérations stratégiques (fusions-acquisitions, installation sur un marché, identification de partenaires clefs, veille concurrentielle), ou encore répondre aux impératifs de conformité. Parallèlement, l'information s'est affirmée non seulement comme un levier de développement économique, mais aussi comme une arme de déstabilisation dans un monde de plus en plus

interconnecté. Cela a élargi le périmètre d'action du consultant, désormais chargé d'identifier, d'évaluer et de mitiger les risques informationnels, qu'il s'agisse de fuites de données sensibles ou d'atteintes à l'e-réputation. Enfin, dans un contexte mondial marqué par des dynamiques géopolitiques fluctuantes, le consultant en intelligence économique joue un rôle clé dans l'évaluation des environnements nationaux et internationaux. Grâce aux méthodes, techniques et outils de l'intelligence économique il anticipe les impacts des transformations politiques, économiques et sociales sur les organisations et propose des stratégies adaptées aux risques pays.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Établir un plan de recherche et configurer des outils de veille pour collecter les informations sur le web et/ou faire des recherches d'informations en sources ouvertes (OSINT ou ROSO)
Collecter l'information en sources humaines (HUMINT ou ROHUM) :
Analyser et restituer des informations collectées
Management de projets/missions de conseil
Etablir un schéma de conformité
Enquêter sur le web (deep et dark) et conduire une due diligence
Gérer les risques réglementaires et économiques d'une organisation
Evaluer et utiliser les leviers d'influence
Mettre en place une politique d'e-réputation
Gérer les crises informationnelles
Prévenir et gérer des risques patrimoniaux dans une organisation
Détecter les vulnérabilités cyber des actifs d'une organisation au sein du cyberspace
Sécuriser l'information stratégique
Développer la résilience organisationnelle par la mise en place de protocole cyber et de sûreté
Mener des analyses géopolitiques
Évaluer des risques pays
Prévenir des risques à l'international pour une organisation et ses employés

Blocs de compétences

RNCP40647BC01 — Concevoir, collecter, traiter, analyser et manager l'information stratégique

LISTE DE COMPÉTENCES

Établir un plan de recherche et configurer des outils de veille pour collecter les informations sur le web et/ou faire des recherches d'informations en sources ouvertes (OSINT ou ROSO) :

- Élaboration d'un plan structuré pour identifier les objectifs, les sources pertinentes et les méthodes de recherche.
- Identification et expression des besoins de l'organisation en informations. Définir les limites conceptuelles et sémantiques des axes de recherche ou de veille. Circonscrire le périmètre informationnel.
- Sélection et configuration d'outils de veille et d'OSINT pour explorer le web référencé, le Deep Web et d'autres canaux informationnels.
- Utilisation de plateformes technologiques avancées pour l'automatisation et l'optimisation des flux informationnels.
- Intégration de l'IA générative dans l'exploitation des outils d'OSINT.
- Maîtrise des outils comme Xmind, Inoreader, Maltego, ou des plateformes de veille personnalisées comme Sindup.

Collecte d'informations en sources humaines (HUMINT ou ROHUM) :

- Renseignement d'Origine Humaine (ROHUM) / Recherche d'informations dans un salon
- Qualifier la complémentarité avec les sources Web
- Définir les limites conceptuelles et sémantiques des axes de recherche -Evaluer la fiabilité des sources
- Réaliser une cartographie de sources clefs
- Préparer des scénarii d'approche
- Circonscrire le cadre légal (droit à l'image, délit de fausse fonction, fausse identité, obligation de citer les sources, etc...)
- Utiliser les différentes techniques d'interviews : l'écoute audio-gestuelle, outils sémantiques...
- Synthétiser et analyser des données et des informations qualitatives et quantitatives
- Exploiter des informations archivées pour les mettre en perspective, définir les signaux faibles, les signaux forts
- Restituer un livrable qui présente les informations clefs obtenues, l'analyse qui en découle et éventuellement en annexe, qui précise le cadre du secteur observé, la totalité des sources abordées, le mode de sélection des sources.

Analyse et restitution des informations collectées

- Trier, vérifier et traiter des données issues des recherches ouvertes et humaines.
- Constituer une analyse comparative (benchmarking) / établir une analyse sectorielle – Evaluer les patrimoines financiers, matériels ou immatériels pour orienter les décisions stratégiques - Construction d'analyses de marché détaillées pour identifier les opportunités et les menaces.
- Constitution de rapports décisionnels structurés et actionnables.
- Maîtriser la constitution des matrices stratégiques classiques : SWOT, Porter, BCG, Canvas ...
- Production de livrables synthétiques et opérationnels adaptés aux besoins décisionnels

Management de projets/missions de conseil :

- Conception et mise en œuvre de toutes les étapes d'une mission de conseil, de la planification initiale à la restitution finale.
- Élaboration d'un projet d'intervention (sens de l'écoute pour comprendre les attentes du donneur d'ordre / le sens de la reformulation pour valider le contenu de la mission / Maîtriser le cadre légal pour circonscrire les moyens à mettre en œuvre (y compris par les fournisseurs) / Comprendre les enjeux stratégiques de l'entreprise en fonction de son environnement, de ses activités, etc. / Savoir appréhender des facteurs culturels et historiques et modéliser des processus en adéquation avec les acquis et la culture de l'entreprise /
- Estimer le coût et le temps nécessaire à la mission
- Management transversal des parties prenantes (clients, équipes internes, sous-traitants).
- Utilisation des outils de restitution, notamment des rapports et livrables adaptés aux besoins des décideurs.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas professionnel : mise en place d'un portail de veille et recherches ad hoc pour collecter et traiter l'information stratégique sur un sujet d'actualité. Livraison d'un rapport de veille - Présentation orale et présentation technique de la plateforme de veille paramétrée.

Etude de cas et mises en situation professionnelles - Livraison du document - Présentation orale

Etude de cas professionnel - livraison d'une étude et d'un descriptif de la méthodologie suivie et des sources utilisées - soutenance orale

Etude de cas professionnel (mission d'intelligence économique) - Mise en situation réelle face à un vrai commanditaire- restitution d'un livrable complet répondant à un besoin exprimé - soutenance orale

RNCP40647BC02 — Concevoir et structurer un dispositif de conformité

LISTE DE COMPÉTENCES

Etablir un schéma de conformité :

- Conception de plans de conformité intégrant des principes éthiques (éthique vs compliance).
- Maîtrise des réglementations nationales et internationales : loi Sapin II, normes RSE, AML (Anti-Money Laundering) et sanctions financières.
- Connaissance des obligations légales pour les entités assujetties (secteur financier, grandes entreprises).

Investigation et due diligence :

- Conduite d'une due diligence sur des entités nationales et/ou étrangères pour évaluer les risques économiques, financiers et réputationnels.
- Evaluer les spécificités géographiques et leurs conséquences culturelles (pays développés, pays émergents...)
- Evaluer des entreprises à partir de documents comptables et financiers – Evaluer leur valeur par la méthode des ratios, type : PER, PEG, VE/CA...

adaptés aux typologies d'entreprises (start-up, en croissance, mature, en déclin...)

- Analyser et retracer des flux financiers dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent ou la corruption.
- Identification des risques liés au financement du terrorisme (gel des avoirs, conformité avec les sanctions internationales).

Gestion des risques réglementaires et économiques d'une organisation :

- Constitution d'une cartographie des risques pour anticiper et prévenir les menaces - Comparer la performance d'une organisation avec différentes pratiques /critères de référence (internes, externes...) afin de développer des axes d'amélioration de la performance de l'entreprise
- Se poser les bonnes questions face aux changements structurels et conjoncturels d'une organisation - Comprendre le marché dans son ensemble d'une organisation (concurrents, fournisseurs, réglementation, clients/consommateurs, produits, ...)
- Anticipation du cadre légal pour sécuriser les opérations internationales et les partenariats stratégiques.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Livraison d'un dossier de conformité sur une organisation et examen sur table type QCM.

Etude de cas professionnel - livraison d'un dossier de due diligence et d'une cartographie d'environnement (via des outils comme Xmind, Osintracker) et d'un descriptif de la méthodologie suivie et des sources utilisées - soutenance orale

RNCP40647BC03 — Exploiter les leviers d'influence et anticiper les menaces informationnelles

LISTE DE COMPÉTENCES

Evaluer et utiliser les leviers d'influence :

- Constitution d'une cartographie précise des parties prenantes et des forces en puissance dans un secteur ou un contexte géopolitique.
- Développement de stratégies d'influence et de lobbying, notamment dans le cadre européen
- Connaître les différentes postures d'influence ainsi que leurs avantages et leurs inconvénients (neutre, négative, défensive, réactive, proactive...)
- Connaître les leviers d'intérêt des influenceurs (amont et aval), savoir mobiliser les trois leviers de contact (valoriser, rassurer, intéresser)
- Adapter les leviers de négociation et de coalition
- Maîtriser les règles de rédaction d'un « position paper »
- Connaître les institutions, leur mode de fonctionnement, le cadre légal européen
- Connaître les règles et les usages à Bruxelles

Management de l'e-réputation :

- Analyse situationnelle - Connaître les bases de données spécifiques - Maîtriser les outils de ranking du Web pour évaluer qui sont les influenceurs importants : Google, mais aussi les réseaux sociaux, les wikis...
- Connaître les usages et les cibles des principaux réseaux sociaux
- Cartographie de l'environnement numérique d'une personne physique ou d'une personne morale
- Définition d'un plan de fact-checking (vérification des faits) dans le cadre d'une politique de désinformation
- Elaboration d'une stratégie numérique - Exploiter les outils Web intermédiaires (Wiki, référencement, plateforme de contenu collaboratif, Social bookmarking...)

Gestion des crises informationnelles

- Connaissance des grandes règles du management des risques appliqué à la cybersécurité et à l'e-réputation.
- Capacité à bâtir une opération de communication de crise pour contenir et corriger les impacts des incidents.
- Définition et mise en œuvre de mesures pour sécuriser l'information sensible et limiter la fuite de données.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation réelle - étude de cas professionnel (établir une recommandation de stratégie d'influence) - Livraison d'une

cartographie des forces en puissance avec le positionnement de chacun des acteurs et d'un position paper - Présentation

orale

Exercice de communication de crise sur une journée.

RNCP40647BC04 — Protéger le patrimoine matériel et immatériel (sûreté et cybersécurité) d'une organisation

LISTE DE COMPÉTENCES

Prévention et gestion des risques patrimoniaux dans une organisation :

- Evaluation et mise en œuvre d'une politique de sûreté au sein d'une organisation - Passer en revue l'ensemble des risques (risques financiers, risques concurrentiels, risques environnementaux, etc... Adapter pour chacun d'eux le niveau de criticité)
- Maîtriser les outils de cartographie pour établir un document de synthèse : une cartographie des risques
- Evaluer puis mettre en place une stratégie de prévention et de limitation des risques (réduire la probabilité, la gravité, la probabilité de non détection...)
- Évaluation des vulnérabilités touchant les actifs physiques et immatériels (méthodologie de l'audit de sûreté)
- Définition d'approches pour sécuriser les données propriétaires, marques, brevets et savoir-faire.

Cyber-protection des actifs d'une organisation :

- Compréhension des acteurs et des menaces du cyberspace autour de la sociologie du hacking

- Compréhension de la "kill chain" du hacker
- Détection des vulnérabilités cyber via les outils OSINT
- Initiation au code python dans le cadre de la mise en place d'une opération de phishing
- Sécurisation de l'information

Développement de la résilience organisationnelle :

- Intégration de la cybersécurité et de la sûreté dans les stratégies globales.
- Comprendre et mettre en place son anonymisation Internet

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas - livraison d'un dossier sûreté (cartographie de risques et grille d'audit de sûreté) d'une organisation.

Mise en situation avec accord de la direction - mise en œuvre d'une opération de phishing contre la direction de l'école

Etude de cas sur table - livraison d'une étude sur une entreprise (questions en cascade)

RNCP40647BC05 — Analyser les enjeux géopolitiques et évaluer les risques pays

LISTE DE COMPÉTENCES

Analyse géopolitique :

- Identification et interprétation des tendances géopolitiques majeures (conflits, alliances stratégiques, tensions régionales).
- Études approfondies des acteurs étatiques et non étatiques influençant la stabilité des marchés et des secteurs.
- Évaluation des politiques publiques et des cadres législatifs locaux pour comprendre leurs impacts sur les activités économiques

Évaluer des risques pays :

- Analyse des facteurs de risques politiques (instabilité gouvernementale, corruption, sanctions internationales).
- Étude des risques économiques (inflation, fluctuations monétaires, instabilité financière).
- Évaluation des risques sociaux et environnementaux (mouvements sociaux, catastrophes naturelles, enjeux climatiques).
- Identification des menaces transnationales comme le terrorisme, les migrations forcées ou les cyberattaques étatiques.
- Élaboration de cartographies des risques spécifiques à un pays ou une région, intégrant des données économiques, politiques, sociales, environnementales et culturelles. (méthodologie de la réalisation de « fiches pays »)

Prévention et gestion des risques à l'international pour une organisation :

- Evaluation des risques et mise en place de protocoles pour la sécurisation de l'employé en mission à l'étranger ou expatrié
- Elaboration de protocoles de sûreté de l'organisation et des employés en zones isolées
- Evaluation des risques et mise en place de politique de sécurité de l'information lors de déplacement à l'étranger

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas et analyse géopolitique sur des zones géographiques et des acteurs étatiques

- exposé et soutenance orale

Etude de cas et mise en place de "fiches pays" opérationnelles dans le cadre de départ d'employés à l'étranger

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le métier s'exerce dans un cabinet-conseil spécialisé ou au sein d'un service dédié dans une organisation (entreprise et/ou institution publique). La recherche et l'exploitation de l'information en sources ouvertes sont de fait une activité très transverse. L'intelligence Economique intéresse donc autant les organisations publiques, les entreprises, les banques et organismes financiers, les collectivités territoriales que les associations ou ONG et ce quelle que soit leur taille.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Analyste Market Intelligence ; Chargé de recherche / recrutement ; Chasseur de tête ; Analyste en Intelligence Economique ; Consultant en stratégie ; Chargé de mission ; Analyste Cybersécurité ; Chef de projet ; Analyste OSINT ; Business Analyst ; Chargé de sûreté ; Ingénieur d'affaires ; Consultant en intelligence économique et stratégique ; Compliance Officer ; Analyste conformité ; Chargé de veille ; Business Developer ; Analyste pays ; Analyste due diligence ; Analyste en sécurité financière ;

Knowledge manager ; Consultant en gestion du risque informationnel ; Analyste en gestion des risques ; Consultant en e-réputation

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Le consultant en intelligence économique doit respecter les chartes d'éthique et de déontologie de la profession, les règles du droit, de la CNIL et faire preuve d'une bonne moralité.

La loi Sapin II

La loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 (Sapin II) est le fruit d'une évolution de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques. Elle rejoint dans ce sens plusieurs directives européennes (OCDE et Conseil de l' Europe) ainsi que les lois internationales des Nations Unies. De manière plus pragmatique, elle est le pendant, moins offensif, du Foreign Corrupt Practices Act (FCPA) américain et du Bribery Act britannique (UKBA). Il est important de noter que le législateur a souhaité donner une portée extraterritoriale à la loi et impliquer, à titre personnel, en tant que personne physique, les dirigeants et mandataires sociaux dans les conséquences et les sanctions pénales des actes de corruption. Elle diffère en cela des textes antérieurs. Les entreprises et leurs dirigeants doivent prendre acte très sérieusement de l'obligation de mise en conformité voulue par la loi et de la suppression d'une forme d'impunité des dirigeants reportée sur la personne morale qui prévalait jusqu'alors.

Le RGPD

Le 27 avril 2016, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont adopté le RGPD, instrument juridique qui s'inscrit dans la continuité de la directive sur la protection des données personnelles adoptée en 1995 (article 94(1) du règlement). Le RGPD, contraignant à partir du 25 mai 2018, offre un cadre juridique homogène pour l'ensemble des Etats-membres de l'UE – et sera applicable aux collectivités et aux entreprises. Aujourd'hui, ces dernières doivent composer avec 27 ou 28 textes nationaux et n'auront désormais plus qu'un texte réglementaire de référence et qu'un unique interlocuteur.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 771 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée) U0X80 — Assistants de la communication · tension 1/5 (Très faible) U0X90 — Cadres de la communication · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	21 603
Jugés difficiles à recruter	29 %
Emplois saisonniers	9 %

Familles professionnelles (FAP)

L4X80 — Techniciens des services administratifs
L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques
L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)
L5X93 — Chargés d'études socio-économiques
U0X80 — Assistants de la communication
U0X90 — Cadres de la communication

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

La formation s'adresse aux personnes justifiant d'un titre de niveau 6 au minimum et justifiant d'un bon niveau d'anglais ou avoir une expérience significative de 5 ans dans un secteur qui assure au candidat la capacité de s'approprier les outils de recherche d'informations et une bonne compréhension du fonctionnement des entreprises.

PRÉREQUIS À LA VALIDATION

Les candidats doivent tous justifier de la moyenne à chaque module au sein des blocs de compétences pour être certifiés.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Le jury compte au moins 5 personnes.

Le président du jury est désigné par l'ensemble des membres du jury. Statutairement il est extérieur à l'organisme de formation délivrant la certification.

80% de ses membres sont extérieurs à l'organisme de formation délivrant.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Le jury compte au moins 5 personnes.

80% de ses membres sont extérieurs à l'organisme de formation délivrant la certification.

Le président du jury est désigné par l'ensemble des membres du jury. Statutairement il est extérieur à l'organisme de formation délivrant la certification

COMPOSITION DU JURY — APPRENTISSAGE

Le jury compte au moins 5 personnes.

80% de ses membres sont extérieurs à l'organisme de formation délivrant la certification.

Le président du jury est désigné par l'ensemble des membres du jury.

Statutairement il est extérieur à l'organisme de formation délivrant la certification.

COMPOSITION DU JURY — VAE

Le jury compte au moins 5 personnes.

80% de ses membres sont extérieurs à l'organisme de formation délivrant la certification.

Le président du jury est désigné par l'ensemble des membres du jury. Statutairement il est extérieur à l'organisme de formation délivrant la certification.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 667 €
Selon la branche	7 000 € – 8 762 €
Prise en charge	Branches concernées
7 667 €	Valeur par défaut · 205 branches
8 762 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil, CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat, CPNEFP de la branche professionnelle des Entreprises du courtage d'assurances et/ou réassurances

7 888 €	CPNEFP Sports Loisirs
7 558 €	CPNEF de la Publicité
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
7 400 €	CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date de décision	23/05/2025
Durée de l'enregistrement	3 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	23/05/2028
Date de dernière délivrance possible	23/05/2032

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2022	40	0	90 %	95 %
2021	40	1	90 %	84 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP34721

CORRESPONDANCES (PAR BLOCS)

RNCP34721, RNCP34803, RNCP37757, RNCP38355

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.eeie.fr>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/40647/>

Où se former

Formations référencées	1
Organismes	1
Régions couvertes	1
Prix indicatif	12 400 €

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	2
Organismes gestionnaires (CFA)	1

Organismes formateurs	1
Régions couvertes	1
Départements couverts	1
Organismes certifiés Qualiopi	1
Sessions	de 09/2025 à 09/2028

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).